

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 17 au 23 décembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Alep, Non candidature du PR en 2017, Jacqueline Sauvage, Prime de Noël ...

Maintien en détention de Jacqueline Sauvage : fort, en hausse

Plus de 130 messages ont été reçus cette semaine pour demander au Président d'accorder une grâce « **totale et réelle** » à Jacqueline Sauvage, contre une trentaine les semaines précédentes. Par cette formule, ces intervenants - souvent des femmes écrivant au Président pour la première fois - expriment leur souhait de la voir sortir définitivement de prison. Répondant à l'appel de ses filles, d'associations telles qu'Osons le féminisme ou de personnalités, ces correspondants soulignent que cette femme est « *d'abord une victime* », qu'elle « *a déjà suffisamment payé* » par les violences endurées « *pendant 47 années* ».

Erigeant Madame Sauvage en symbole du « *martyr des femmes battues* » et d'une justice ne mesurant pas l'ampleur du phénomène des violences faites aux femmes, ses soutiens en appellent au Président comme dernier recours : « *Vous seul en avez le pouvoir* ». A l'instar de la semaine dernière, ils sont nombreux à faire référence à la fin du mandat : « *Faites un bon geste pour terminer votre mandat, les Français vous en seront reconnaissants* ».

Le contexte des fêtes de fin d'année, fréquemment avancé à l'appui de ces demandes, constitue un motif supplémentaire de mobilisation qui explique la hausse observée : « *Graciez la avant la fin de l'année afin qu'elle puisse passer Noël avec ses enfants* » ; « *Graciez la en urgence avant le 24 décembre !* ».

A noter que 9 correspondants ont fait part de leur « *indignation* » et leur « *colère* » envers l'institution judiciaire, ayant appris « *par les médias* » qu'elle ne bénéficierait pas d'une permission de sortie pour Noël « *pour d'obscures raisons* » administratives.

Non candidature du PR : en baisse mais toujours fort

Une soixantaine de Français ont continué à exprimer leur soutien au Chef de l'Etat suite à sa « *décision sage, courageuse et constructive* » de façon similaire aux 1429 messages reçus précédemment. Les remerciements pour le bilan d'un « *rude mandat* » semblent prendre plus de recul : « *vous avez su préserver l'unité et la paix civile en ces périodes de troubles et d'attentats* ».

Situation à Alep : modéré à faible, en très forte baisse

Une trentaine de messages ont évoqué l'urgence de la situation humanitaire à Alep et enjoint le Président et la communauté internationale à « *tout faire* » pour sauver la population encore présente dans la ville. Si la plupart peuvent être considérés comme résiduels de la mobilisation massive observée la semaine dernière, 4 courriers commentent l'adoption de la résolution onusienne présentée par la France en félicitant chaleureusement le Président pour ses efforts et souhaitent une mise en place rapide des observateurs internationaux et l'acheminement de l'aide humanitaire : « *Bravo et merci pour les pauvres Syriens d'Alep* ».

Primaires à gauche : faible mais constant

10 Français ont livré un commentaire sur les candidats de gauche à la présidentielle. Les sympathisants socialistes ont notamment exprimé leur inquiétude face à une primaire qualifiée de « *bourbier* » susceptible de tourner à « *la foire d'empoigne* » : « *c'est la guerre des ego à la place de la bataille des idées* ». La nécessité de l'unité à gauche est donc rappelée afin d'éviter « *une primaire vidée de son sens par la profusion de candidatures* » : « *une seule chose que je demande, pas de multitude de candidatures au PS : je ne souhaite absolument pas de Le Pen au pouvoir !* ».

Dans ce contexte, ceux qui ne savent pas qui soutenir attendent une consigne de vote du Chef de l'Etat, quand d'autres lui demandent de désigner un successeur : « *en soutenant sans détour votre ancien Premier ministre, vous pouvez encore éviter la catastrophe Fillon* ».

Verdict dans le procès de Christine Lagarde : faible

Pour les personnes ayant commenté le jugement rendu par la Cour de Justice de la République, l'absence de condamnation de l'ancienne ministre de l'économie constitue une **décision « insupportable » et « honteuse », qui témoignerait d'une justice à deux vitesses** : « *Qu'est-ce c'est que ce régime qui ne punit pas ceux qui commettent des fautes au plus haut sommet ?* » ; « *Madame Lagarde dispensée de peine alors qu'un sdf prend 2 mois fermes pour un vol de nourriture...* ». L'amertume est également palpable chez ces contribuables qui « *paient les millions donnés à monsieur Tapie par négligence !* »

La moitié d'entre eux **demandent alors au Président de supprimer, « comme il s'y était engagé », la Cour de Justice de la République** afin de « *tordre le coup à cette institution scandaleuse* », évoquant parfois la possibilité d'un referendum sur la question dans le but de contourner les obstacles institutionnels qui ont permis son maintien.

RDC/ Fin de mandat de Joseph Kabila : très faible

4 membres de la diaspora ont exprimé leur « *colère* » ou leur inquiétude face à la situation politique en RDC. Ils sont rejoints par une association et un élu réclamant une « *ingérence* » française et/ou internationale pour mettre un terme aux agissements du président Kabila qualifié de « *tyran* » et de « *criminel* » : « *ce peuple va-t-il rester destiné à vivre dans le désespoir avec un avenir incertain ?* » ; « *aujourd'hui, mon peuple a besoin de vous et de votre soutien* ».

Attentat de Berlin : très faible

Très peu commenté, l'attentat qui a frappé l'Allemagne n'a pas donné lieu aux témoignages d'émotion et de condoléances habituellement adressés au Président en de telles circonstances. Ainsi, parmi les 4 réactions reçues, un seul correspondant exprime ses condoléances aux familles de victimes tandis qu'un autre déplore que la tour Eiffel n'ait pas arboré les couleurs du drapeau allemand au lendemain de l'attaque.

Les autres réactions abordent frontalement les moyens de la lutte contre le terrorisme islamiste : s'il s'agit pour l'un d'une guerre de religions qu'il faut mener en revendiquant « *nos valeurs chrétiennes* » et en interdisant les signes ostentatoires d'appartenance à la religion musulmane, un autre s'inquiète de la porosité de nos frontières nationales et demande leur renforcement.